Réseau
Sortir du nucléaire

Réseau "Sortir du nucléaire"
9 rue Dumenge - 69317 Lyon
Tél : 04 78 28 29 22 Fax : 04 72 07 70 04
www.sortirdunucleaire.org

Fédération de plus de 930 associations et 60 000 personnes, agrée pour la protection de l'environnement

Source : https://www.sortirdunucleaire.org/Paluel-le-rafistolage-des-reacteurs-vire-deja-au

26 août 2016

Paluel : le rafistolage des réacteurs vire déjà au carnage

Problèmes en série, contamination de travailleurs, facture astronomique : alors que le gouvernement souhaite prolonger la durée de fonctionnement des centrales, les travaux commencent sous de mauvais auspices.

À la centrale nucléaire de Paluel, un accident "impossible"...



La seule photo disponible du générateur de vapeur tombé.

Bâoum ! Ce 31 mars, les sous-traitants chargés de la maintenance ont sursauté dans les vestiaires du réacteur 2 de Paluel (Seine-Maritime). Sept étages plus bas, lors d'une opération de manutention, un

générateur de vapeur usagé, mastodonte de 22 mètres de long et 465 tonnes, venait de basculer de toute sa hauteur, s'écrasant sur une piscine de déchargement de combustible.

Sérieusement endommagé par ce choc comparable à un séisme, le réacteur ne redémarrera pas de sitôt. Penaud, le patron de l'Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire avoue que cet accident n'était pas prévu... car considéré comme impossible !

Depuis son arrêt pour travaux de maintenance en mai 2015, la centrale de Paluel, déjà réputée pour connaître des problèmes réguliers, a été le théâtre de pas moins de 22 "incidents" plus ou moins graves. En particulier, en juillet 2015, suite à une opération effectuée dans la précipitation, un feu de titane s'est déclenché sur un condenseur situé en salle des machines ; maîtrisé au bout de 6 heures, il avait au passage abîmé sérieusement les équipements situés alentour. Et le 14 avril 2016, un nouveau départ de feu a déclenché le plan d'urgence interne et l'intervention des pompiers... dont le camion s'est couché sur la route à son arrivée à la centrale !

Des dysfonctionnements qui préfigurent les problèmes à venir

Ces problèmes en série pourraient donner un avant-goût de ce qui risque de se reproduire sur l'ensemble du parc d'ici quelques années. C'est en effet ce réacteur n°2 de la centrale de Paluel qui a inauguré le cycle du "Grand Carénage", ce programme de travaux de maintenance et de réfection censé notamment intégrer les normes de sûreté post-Fukushima et permettre la prolongation des vieux réacteurs au-delà de 40 ans. Dans ce cadre, des opérations lourdes et parfois inédites sont prévues, dans un contexte organisationnel qui s'avère de plus en plus difficile.

En effet, la pyramide des âges d'EDF est telle qu'une part importante des agents est partie ou doit partir en retraite dans les prochaines années, sans qu'une véritable transmission ait pu avoir lieu. Ce problème s'accentue avec le recours massif à la sous-traitance, qui concerne maintenant 80 % des opérations de maintenance. Avec le phénomène de la sous-traitance en cascade, le turn-over sur les chantiers et le recours à des prestataires mal payés et mal formés est monnaie courante. Sachant qu'EDF tend à réduire au maximum le temps des arrêts pour maintenance, pour réduire son manque à gagner, réaliser correctement l'ensemble des tâches demandées dans le délai donné devient alors mission impossible pour les travailleurs.

C'est alors un cercle vicieux qui s'enclenche : les opérations mal faites déclenchent des incidents, qui nécessitent de nouveaux arrêts et travaux, travaux qui sont alors réalisés dans la précipitation pour limiter le temps d'arrêt et en recourant aux prestataires les moins chers...

En 2014, le patron de l'Autorité de sûreté nucléaire estimait que la moitié des incidents relevait d'une "non-qualité de la maintenance" et avertissait qu'EDF semblait déjà "débordée par les travaux qu'elle avait elle-même décidée". Et de préciser : "Ce défaut de maîtrise sera encore plus préoccupant dans 3 ou 4 ans, quand EDF envisage de faire le "grand carénage", des opérations encore plus lourdes" [1].

La centrale de Paluel, où les syndicats avaient déjà dénoncé des conditions de travail déplorables et mis en garde contre le défaut de compétence de l'entreprise prestataire sélectionnée pour la manutention du générateur de vapeur [2], constitue une parfaite illustration de ce phénomène. Censés renforcer la sûreté, les travaux qui y ont été menés depuis le début du "Grand Carénage" n'ont fait qu'empirer la situation et dégrader la fiabilité des équipements, générant au passage un stress non négligeable pour les travailleurs.



C’est vrai qu’il y a de quoi être abattu...

Un rafistolage illusoire et ruineux

Indépendamment de la (mauvaise) qualité des travaux, l’idée même d’une remise à neuf des réacteurs s’avère illusoire. Dans un réacteur, de nombreux équipements vulnérables au vieillissement ne sont pas remplaçables et très difficilement réparables : cuve des réacteurs (qui devient plus fragile), enceinte en béton (qui devient poreuse), câbles enterrés ou coulés dans le béton... L’obsolescence frappe également de nombreux équipements pour lesquels les pièces de remplacement ne sont tout simplement plus fabriquées depuis longtemps.

EDF continue pourtant de soutenir que ses réacteurs peuvent tous, moyennant travaux, être prolongés jusqu’à 60 ans. Tout en prétendant maintenir sa promesse de réduction de la part du nucléaire, le gouvernement a repoussé à 2019 la décision concernant d’éventuelles fermetures de centrales autres que Fessenheim. D’ici là, de nombreux réacteurs pourraient subir ce programme de rafistolage, EDF invoquant alors un nécessaire amortissement des sommes investies pour refuser leur fermeture. Ces travaux suicidaires au regard de la sûreté le sont tout autant d’un point de vue économique. Selon la Cour des Comptes, ce "Grand Carénage" aussi vain que dangereux pourrait engloutir 100 milliards d’euros d’ici à 2030, un chiffre qui ne prévoit sans doute pas les surcoûts entraînés par les avaries à répétition. Alors qu’EDF fait face à une situation de quasi-faillite et devra débourser des sommes importantes pour la construction de l’EPR d’Hinkley Point et le démantèlement des centrales arrêtées, qui financera ces travaux ? Le bon sens exigerait d’arrêter les frais et de consacrer ces sommes à une reconversion en urgence vers les énergies renouvelables.

Charlotte Mijeon

Notes

[1] Propos rapportés lors d'une audition dans le cadre de l'enquête parlementaire sur les coûts de la filière nucléaire.

[2] Voir le communiqué de la CGT Mines-énergie : https://www.fnme-cgt.fr/index.php/communiques/paluel-accident-de-manutention-d-un-generateur-de-vapeur